

Argentine info 53

5ème année.

(Fin de rédaction 16 septembre 2010)

Situation globale

Ce numéro est axé sur un événement de l'actualité des piqueteros et des exclus: la célébration de la quatrième année de la disparition de Jorge Julio López, maçon péroniste ex disparu de la dictature (de décembre 1976 à juin 1979) et disparu de la démocratie et du pouvoir des présidents Kirchner en particulier. Un prisme indispensable pour comprendre le système de corruption et d'exploitation « démocratique » argentine.

Sommaire

1) Luttés en cours

1 – 1 Quatre ans de disparition de Jorge Julio López

1 – 2 Luttés des étudiants et des lycéens

1 – 3 Grèves de la faim de prisonniers

1 – 4 Texte de Chomsky presque sur mesure et scoop de Noam Chomsky ...et les effets quotidiens des médias

1 – 5 Promesses sociales non tenues

1 – 6 Survivre et pauvreté Six Argentins sur dix déclarent "avoir du mal à arriver au bout du mois"

2) Sacré pays

2 -1 « Je parle d'avortement et on me traite de criminelle »

2 – 2 Corruption a) Ils figurent [comme responsables] dans dix compagnies, mais ce sont des « protégés voitures » et des cartoneros b) Affaires avec le Venezuela: Uberti touchait des frais de déplacement atteignant 50.000 pesos

2 - 3 Petit scoop sur l'identification par ADN des enfants adoptés par la propriétaire du quotidien Clarín

3) Mémoire historique

3 – 1 L'Argentine, elle, va juger le génocide franquiste titre kaosenlared le 05.09.10.

3 – 2 Sara Rus d'Auschwitz à Mère de place de Mai

1) Luttés en cours

1 – 1 Quatre ans de disparition de Jorge Julio López

Presque tous les 18 du mois, depuis sa disparition le jour de la condamnation à perpétuité d'un génocidaire (voir Argentine info Index et mode d'emploi) le 18 septembre 2006, des évocations ont lieu. En août 2010, on lit sur argentina.indymedia (La Plata) *Si López manque à l'appel, la Justice manque à l'appel! 47 mois après sa disparition et à un mois des 4 ans, HIJOS [Hijos por la Identidad y la Justicia contra el Olvido y le Silencio [enfants luttant pour l'identité et la justice, contre l'oubli et le*

SI FALTA LOPEZ...



...FALTA JUSTICIA!
HIJOS

silence] La Plata a organisé une journée culturelle, avec une radio ouverte et des groupes musicaux tandis qu'on repeignant l'image de Jorge Julio López au centre de Plaza Moreno [devant la cathédrale à La Plata, capitale de la province de Buenos Aires, car Julio vivait dans sa banlieue à Los Hornos].

47 mois ont passé depuis le second enlèvement et la disparition forcée de Jorge Julio López. On parle d'une grande avancée sur les droits de l'homme, cependant López ne rentre pas dans ce cadre. « Le gouvernement national dit défendre une politique de droit de l'homme mais elle a de nombreuses fêlures, puisqu'à 7 ans de la suppression des lois d'impunité il y a seulement quelques 70 membres des forces armées dans tout le pays; 10 % de ceux qui ont été jugés et acquittés; il y a 39 répresseurs en fuite et il continue à y avoir des emprisonnements domiciliaire pour des crimes qui sont des délits de lèse humanité d'une extrême gravité », explique Julio, membre de HIJOS¹. [...]

Le 9 septembre 2010, argentina.indymedia (La Plata) annonce les préparatifs pour le 18, en résumant le cas Jorge Julio López du point de vue judiciaire. Comme les liens entre la présidence et la Justice sont complexes et étroits, chacun peut en tirer les déductions qui s'imposent.

Il a fallu trois mois pour que le cas passe de la justice provinciale à la justice fédérale, un an et demi pour qu'il soit considéré comme disparition forcée de personnes et plus de temps encore pour l'obtention de personnel spécialisé pour l'enquête. Néanmoins, aucune avancée n'est apparue avant mars 2009, lorsqu'on trouva chez un médecin de la police Carlos Osvaldo Falcone, une auto volée qui, pense-t'on, aurait servi pour l'enlèvement de López. Falcone a nié toute implication avec la disparition forcée, en disant s'excuser car l'auto était prêtée et il ne savait pas qu'elle avait été volée.

Au départ, l'affaire a été confiée au juge Arnaldo Corazza, qui se déclara ensuite incompétent pour la poursuivre. Le juge d'instruction Sergio Franco fut désigné pour continuer l'enquête mais il refusa par manque de connaissance du cas et de personnel. Après bien des attermolements l'affaire atterrit dans les bas du juge Blanco. À l'heure actuelle, l'affaire continue à piétiner, aussi paralysée qu'au début. [...]

JORGE JULIO LOPEZ 4 ANS D'IMPUNITÉ

[...] En tant que HIJOS nous avons dénoncé à plusieurs reprises les irrégularités apparues dans l'enquête en cours sur cet événement. Nous ne rappelons ici qu'une partie des maillons de cette longue chaîne d'impunité:

Le ministre de l'Intérieur de l'époque [premier ministre maintenant] Aníbal Fernández disant que le camarade [López] était "effrayé, certainement caché chez une tante"[âgé de 76 ans, Jorge ne pouvait avoir qu'une tante de 96 printemps ...une hypothèse très intelligence !].

Le Gouverneur de la province, actuellement dans "l'opposition" Felipe Solá, qui confia l'enquête à la police de la province, "la Bonaerense", en créant une commission dont les responsables avaient participé à la dictature comme le surintendant Roberto Silva, entré dans la Bonaerense en mars 77, Alberto Farinelli membre de la Direction des renseignements de la police en pleine dictature; tout comme le capitaine Zaffino titulaire du commissariat des Hornos [quartier de López] quand Darián Barzabal [17 ans en janvier 2007] fut tué dans un véhicule du dit-commissariat.

La présidente Cristina Fernández, que ne mentionne même pas le sujet quand elle parle de "progrès" en matière de droits humains.

¹ On constate d'après les positions sur les présidents Kirchner que la plupart des groupes HIJOS ont été achetés par les K (Córdoba, Rosario, Buenos Aires en partie, etc.). HIJOS La Plata demeure intègre.

La Justice provinciale qui durant un an et demi a refusé de reconnaître la disparition en se bornant à “chercher le camarade au niveau du domicile”, comme s’il s’agissait d’un vieillard malade qui se serait perdu.

La Justice fédérale qui a suivi les pistes les plus folles, qui a fait des perquisitions tardives et irrégulières, qui n’a pas enquêté sur les personnes dénoncées par López dans sa déclaration au procès Etchecolatz, (Garachico Urcola, Gómez, Gijena, Peralta, Ponce et Aguiar).

Le juge fédéral Arnaldo Corazza qui en se présentant pour la première fois dans le cercle des enquêteurs, idéologues et exécuteurs, s’est excusé de continuer à enquêter.

Le Dr. Humberto Blanco, nouveau juge, qui écarta le Secrétariat spécial et paralysa une nouvelle fois l’affaire, ballottée entre les intérêts judiciaires, le silence et la passivité palpables du pouvoir exécutif et l’indifférence ostensible du pouvoir législatif.

L’histoire nous montre que, dans la majorité des cas, les disparitions forcées impliquent l’enlèvement, la torture, l’assassinat et l’occultation du corps, et sont perpétrées par des forces de sécurité ou para policières dans un but politique clair: le disciplinement des opposants politiques. C’est ce qui s’est passé avec Julio López, son enlèvement et sa disparition ont été et sont un fait politique. Le message de ce crime a de multiples fonctions, d’une part c’est un avertissement pour le gouvernement de suspendre les procès des génocidaires, et de l’autre une menace et une frayeur pour les témoins aux procès, une tentative de semer à nouveau la terreur et la passivité dans toute la société.

Nous rejetons l’attitude passive et silencieuse des gouvernements national et provincial qui, au fil du temps, apparaît maintenant comme une position de complicité avec les secteurs de l’appareil répressif de la dictature qui demeurent impunis et en fonctionnement. Dans la Bonaerense des personnes ayant fait partie du terrorisme d’État sont toujours en activité. En attendant, le prétendu “gouvernement des droits de l’homme” n’a pas un seul imputé dans l’affaire López, et il continue à prêcher la clôture des procès de bien des génocidaires depuis 4 ans afin d’utiliser le sujet en fonction de son programmes politiques [...]

4 ans après l’enlèvement et la disparition de Jorge Julio López nous exigeons toujours:

-APARITION EN VIE MAINTENANT DE JORGE JULIO LÓPEZ, LUCIANO ARRUGA, LUCIANO GONZÁLEZ (CORCOVADO) ET AUTRES DISPARUS EN DÉMOCRATIE.

-PROCÈS ET CHÂTIMENT DES RESPONSABLES DE LEURS ENLÈVEMENTS.

-PROCÈS ET CHÂTIMENT DE TOUS LES GENOCIDAIRES DES CAMARADES. PROCÈS REGROUPÉS PAR CENTRE CLANDESTIN DE DÉTENTION.

-RABOL DES MENACES CONTRE LES TÉMOIN AUX PROCÈS DES GENOCIDAIRES.

-RABOL DE LA REPRESION CONTRE LE PEUPLE.

-FIN DE LA PERSECUTION DE CEUX QUI LUTTENT.

-ANNULATION DES PROCÈS OU AMNISTIE DES PRISONNIERS POLITIQUES.

Procès et châtiment des responsables de l’enlèvement de Jorge Julio López!

HIJOS La Plata



1 – 2 Luites des étudiants et des lycéens Depuis la fin août jusqu'à maintenant un fort mouvement est en marche pour les raisons suivantes [dans certaines facultés] Les vitres et poutres qui tombent, les coupures d'électricité, les inondations, etc., sont la preuve du budget ridicule de cette fac. Et on le voit pareillement avec la quantité de matières non enseignées par amphes plein, les restrictions d'offres de matières dans différentes filières, le manque de cantines étudiantes et

de bourses pour le matériel et la nourriture. C'est la même logique qui entraîne que de nombreuses matières demeurent uniquement grâce au travail gratuit d'enseignants ad honorem.

Les lycéens de la Ville de Buenos Aires subissent aussi les conséquences de la crise budgétaire, et ils doivent étudier dans des bâtiments qui s'écroulent, avec des infiltrations lorsqu'il pleut et sans chauffage en hiver parce qu'il n'y a pas de gaz, et lorsqu'il y en a, c'est les poêles qui ne marchent pas. Quelques exemples de la situation critique dont souffrent les lycéens comme les enseignants: Esnaola, coupures d'électricité et inondations lors des pluies; Normal 1, des rats dans le collège; Mariano Acosta, infiltrations dans les murs et les plafonds; Normal 7, en attente depuis 4 ans de la fin des travaux; et les cas se répètent dans la plupart des collèges de la capitale. Il faut comprendre que cette situation décadente des écoles ne vient pas du hasard, c'est une conséquence directe des coupes sombres budgétaires de 50 % de Macri dans l'éducation publique (tout en augmentant les subventions pour les écoles privées), [...]



Mais Macri n'est pas le seul responsable, ni le seul dans cette offensive générale contre l'éducation publique. Le gouvernement national et divers secteurs se prétendant "progressistes" sont également coupables, d'un côté en donnant leur aval au budget de Macri et de l'autre en maintenant dans la misère le système éducatif dans le reste du pays. [...]

Par l'action directe et la démocratie de base, arrachons à l'État ce qui est à nous!

Augmentation des budgets et démocratisation des décisions pour les partager!

Bâtiments en conditions normales pour étudier

Bourses pour les cantines et le matériel pour les études

Qu'aucun étudiant ne soit inculpé parce qu'il lutte!

Non au sabotage de l'éducation publique!

Pour le triomphe de toutes les luttes!

1 - 3 Grèves de la faim de prisonniers Un fait significatif est que depuis quelques mois les agences d'informations pour la base (Rodolfo Walsh, Prensa de Frente, dans une moindre mesure argenpress souvent parasitée par le kirchnérisme) donnent la même place aux luttes des mapuches du pays et du Chili, d'où le double volet qui suit.

Buenos Aires, 11 septembre 2010 (Agencia Rodolfo Walsh) À 14 h 30 le samedi 28 août, l'Unité N° 48 du pénitencier de José León Suárez a subi davantage de répression que celle qui existe déjà dans toute situation d'enfermement.

C'était le moment de la visite, le parloir était plein de femmes et d'enfants, lorsqu'un gardien nommé Ruiz a sorti son arme réglementaire et a commencé à tirer. Celui qui était en charge que tout se déroule en totale tranquillité et harmonie, sans en mesurer les conséquences, a tiré dans toutes les directions: "avec un pistolet 9 mm et avec un fusil, avec des balles de gomme et ensuite en plomb, sur les internes des pavillons 2, 3, 4, 5 et 7 et sur le local de l'UNSAM (Universidad de San Martín) situé dans l'Unité N°48". Tout ceci d'après la demande d'habeas corpus présentée par les internes eux-mêmes.

Aussitôt d'autres agents pénitenciers, également sous l'effet de l'alcool, au lieu de d'arrêter l'agresseur, ont fait irruption violemment dans les pavillons, en se frayant un passage à coup de matraque et en tirant aussi. L'attitude sauvage et l'impunité s des agents du service pénitencier ont été telles que n'on peut même pas préciser le nombre exact de blessés. Plusieurs le furent par des balles de plombs. Personne n'a été épargné par la folie répressive. Un gardien du nom de Ponce a une fracture consécutive à un coup de matraque reçu d'un collègue.

Marcelo Almeijeiras, interne et étudiant de la UNSAM, est l'un des blessés par balle du gardien Ruiz. Il en a reçu une dans un pied. Tout en n'étant pas le seul blessé par balle, c'est le seul qui a eu des soins médicaux. D'autres ne les ont pas demandés par crainte des représailles. Pour recevoir cette attention médicale, Marcelo a dû signer un document selon lequel il s'était blessé le pied avec la porte de sa cellule. Néanmoins et après avoir informé des événements le Secrétaire d'exécution pénale, le Dr. Juan Manuel Casoletti et maintenu sa décision de tout dénoncer, Marcelo a disparu. Aucun garde et aucun interne ne l'ont vu sortir du pénitencier. Curieusement et d'après le service pénitencier de la province de Buenos Aires (=SPB), il s'est enfui. On ignore où il est. Les craintes sur sa sécurité et sur sa vie ne sont pas infondées. [...]

Le docteur Casoletti est venu sur place et a présenté un rapport le 9 septembre où il indique avoir reçu de "multiples appels téléphoniques d'internes logés dans l'Unité 48 San Martín, signalant que dans le cadre des dénonciations formulées contre des agents du service pénitencier et spécifiquement en rapport avec les faits concernant le gardien Ruiz, "avoir reçu des menaces de différentes sortes de la part du SPB, être blessés par d'autres internes de même qu'être transférés dans d'autres Unités..."". [...]

Ces faits ne sont pas dus au hasard ou à l'irresponsabilité d'un groupe de gardiens ivres ou drogués. C'est la façon d'agir du SPB. Cela fait partie des affaires. La prison continue à être une source de bonnes affaires pour bien des gens, sauf les détenus, évidemment. [...]

La vente de drogue et de poignards ne constitue pas un fait isolé,[...] Selon le Secrétaire d'exécution pénale de San Martín "c'est une pratique habituelle dans tous les pénitenciers. En fin de semaine les systèmes de contrôle sont assouplis. Généralement les directeurs ne sont pas sur place. Les Unités sont laissées à la charge de subalternes. Les directeurs savent ce qui se passe, car les lundis ils apprennent les événements et ne font rien. Cela arrive dans toutes les Unités, mais à San Martín ces derniers mois cette situation s'est aggravée." [...]

Juan Manuel Casoletti, qui a dû supporter plusieurs procès à cause de ses dénonciations, pense que "les juges instructeurs sont conditionnés par leurs supérieurs, par le pouvoir politique de la province de Buenos Aires pour enquêter sur ce genre de fait. Les dénonciations n'aboutissent à rien, elles sont archivées. Des dénonciations avec une tonne de preuves, avec des tas d'éléments, sont archivées. [...] Le pouvoir politique, les complices de tout cela ne craignent rien. Ils ne craignent rien car ils savent qu'ils sont protégés. La seule chose qui leur fait peur est l'exposition publique [des faits], être affichés comme ce qu'ils sont." [...]

"Il est préférable de mourir debout que de supporter cet État génocidaire" (Anred, 12.09.10) Lors de ses premières heures de liberté conditionnelle[après 4 ans de prison], la lonko[responsable] Juana Calfuano a sommé le président Sebastián Piñera "de démontrer sa capacité politique de résoudre" la grève de la faim que font depuis plus de deux mois 32



prisonniers politiques mapuches. Elle a également remercié les quatre députés qui la font aussi, en qualifiant cela de "geste tardif" et elle a annoncé que "d'autres vont jeuner également". La lonko est catégorique: "Le Chili ne va pas pouvoir fêter son Bicentenaire si on ne nous donne pas une solution". (Sohad Houssein T / Radio Uchile). [...]

[Il faut] une reconnaissance de la diversité culturelle. On doit savoir que dans ce pays il y a des terres pour les Mapuches et qu'il y a des terres pour les non Mapuches. Nous n'avons pas la volonté de maintenir longtemps le peuple chilien à côté de nous sans le discriminer, il nous a discriminés, maintenant c'est à lui d'apprendre notre culture et d'accepter la réalité qui s'impose. [Le président est intervenu pour les mineurs coincés mais il ne fait rien pour nous...]

Comme Mapuche nous n'avons pas besoin que l'État nous propose des lois parce qu'il n'a pas de juridiction sur les Mapuches. Les parlementaires affirment qu'ils vont arranger la loi antiterroriste [systématiquement appliquée contre les Mapuches] mais un gouvernement démocratique n'a pas à avoir de loi anti terroriste.

Infos quotidiennes

Quatre jeunes privés de liberté (même cellule) du module "B" de l'Institut Posadas de personnes imputées et en attente de jugement UP6 de Misiones ont commencé le lundi 13 septembre une grève de la faim pour un temps indéterminé en demandant ce qui suit:

1-accélération de leur cas

2-amélioration des conditions de détention (ARW, 15.09.10)

Córdoba: le cas Verleye Alors que le génocidaire Menéndez a obtenu l'arrestation domiciliaire en quelques semaines, le camarade Verleye attend depuis quinze ans, après que l'État l'ait fait passer à tabac [Miguel Verleye était le meneur d'une grève de détenus] au point qu'il est devenu handicapé sur les plans physique et cérébral. [...] . (ARW, 15.09.10)

1- 4 *Texte de Chomsky presque sur mesure et scoop de Noam Chomsky ...et les effets quotidiens des médias*

Début septembre un texte a beaucoup intéressé tous ceux qui ne veulent pas être des idiots utiles aux présidents K « Chomsky et les 10 stratégies de manipulation médiatique » 1 la stratégie de la distraction, 2 Créer des problèmes et ensuite offrir des solutions, 3 la stratégie de la gradualité, 4 la stratégie de différer, 5 S'adresser aux gens comme s'ils étaient des enfants, 6 utiliser bien davantage l'aspect émotionnel que la réflexion, 7 tenir les gens dans l'ignorance et la médiocrité, 8 Stimuler les gens à être complaisant envers la médiocrité, 9 renforcer l'auto culpabilité, 10 Connaître les individus mieux que ce qu'ils se connaissent eux-mêmes.

La source est brésilienne de fin juillet et en fouillant un peu, on voit que ce n'est guère le style de Chomsky et qu'une partie de l'ossature vient d'un texte attribué à la CIA pour déstabiliser un pays « Des armes silencieuses pour des guerres tranquilles *Silent weapons for quiet wars*».

J'ai consulté l'intéressé qui m'a répondu le 9 septembre *Je n'ai pas idée ce que c'est. Des déclarations me semblent bien. Pour d'autres je ne les aurais absolument pas formulées de la sorte, et même je ne suis pas d'accord.*

Je crois voir ce qui s'est passé: quelqu'un m'a envoyé un plan pour une conférence et je lui ai dit qu'en général cela me paraissait intéressant. Je ne me souviens pas d'autre chose. Noam.

Au-delà de l'anecdote, ce qui est frappant quand on est en Argentine pendant quelques semaines ou quelques mois, c'est l'accumulation de tensions des médias sur tout sujet. Tel chanteur hospitalisé (Sandro) va-il guérir ou pas, et il meurt, comment réagissent les fans?, comment est fleurie la tombe?; l'équipe nationale de football va-t'elle mieux avec Batista qu'avec Maradona?, etc.; la présidente propose un DNU (décret de nécessité et d'urgence), ce DNU est-il constitutionnelle?, toute l'opposition va-t'elle se dresser en bloc?, tel parlementaire a-t'il accepté des pots-de-vin des K?...

Dans le même temps, la complaisance, voire la bassesse la plus vulgaire, tend à idolâtrer une notion « bien de chez nous », un compatriote sauveur-messie: Messi (le footballeur, nouveau Maradona), le tango, Kirchner, nos glaciers, nos vallées de Jujuy et de Salta ...Et ceux qui en doutent sont des quasi traitres, des Argentins frelatés.

Tout devient tension et tout se succède ou se déroule en parallèle aux manifestations, blocages de routes nationales, grèves à répétitions parce qu'aucune solution durable n'a été trouvée...

Et visiblement c'est toute une stratégie d'épuisement des cerveaux et simultanément de gavage des esprits, de saturation des méninges pour que les gens laissent faire, demeurent indifférents. Cela peut durer un temps.

Mais les explosions de ralbol, de rage (décembre 2001, les trains en retard brûlés, des quartiers en insurrection (Bariloche juillet 2010) sont la réponse à cette imposition de « tranquillité /passivité/ nausée » artificielle qui se brise face aux excès, aux scandales si cuisants et si infamants.

Le pseudo texte de Chomsky a obligé pas mal d'Argentins à prendre plus de distance et à considérer qu'on les traite comme des crétins, que cela vienne des présidents Kirchner ou des gouverneurs respectifs des différentes provinces.

1 – 6 Promesses sociales non tenues

a) Province de Sante Fe: Journées de lutte du mouvement "26 de Junio" (Rosario, 25.08.10) *dans la matinée du mercredi 25 août, nous, les délégués des différents quartiers réunis dans le mouvement « 26 de Junio » (Villa Manuelita, Alvear y Vía Honda de Rosario, (Frente Popular Darío Santillán) nous nous sommes mobilisés devant le siège Promotion sociale devant l'absence de réponse à l'accord obtenu il y a quelques semaines avec des fonctionnaires de ce secteur. [...] notre mouvement récemment constitué a décidé que le baptême du feu serait la lutte, pour faire savoir que le temps bureaucratique de l'exécutif n'est pas celui de notre territoire. Avec beaucoup de mystique [comprendre évocation du Frente], avec le bruit de la murga [sorte de batucada, ensemble de grosse caisses ou vieux bidon récupérés] et la conviction que nous combattons pour ce qui est à nous, nous nous sommes postés devant la porte de Promotion sociale. Au bout d'une petite heure de bruit et d'attente, nous avons obtenu que les fonctionnaires s'engagent à respecter l'accord: le paiement de 30 cartes [de transport ?] et l'application immédiate de « verres de lait » pour les cantines de nos quartiers.*



Mobilisation de coopératives contra la politique de Macri (gouvernement de la ville de Buenos Aires) (Anred, 08.10) des centaines de travailleurs organisés en coopératives ont manifesté hier matin devant le ministère de Développement économique, 575 Avenida de Mayo, pour réclamer des salaires non payés, de meilleures conditions de travail et des augmentations, etc.

Au total neuf organisations, dont certaines membres du Frente de Cooperativas sin Punteros [Front de coopératives sans nervis ...], Frente Popular Darío Santillán (FPDS), Frente de Organizaciones en Lucha (FOL), Movimiento Territorial Liberation Rebelde (MTL Rebelde), Federación de Organizaciones de Base (FOB), Barrios de Pie, MTR La Dignidad, Polo Obrero, Prisma- La Pulpería et la Corriente Clasista y Combativa (CCC).

Depuis le 15 juin de cette année les adhérents de ces organisations *travaillent en équipes de nettoyage dans différents quartier de la capitale. Ils sont inscrits à l'Unité de gestion d'intervention sociale (UGIS) par une convention signée avec le gouvernement de Buenos Aires, [...] mais le temps de travail et la forme de paiement, les bas salaires et les conditions de travail font de la précarisation professionnelle un trait qui caractérise la politique de ce gouvernement. [...]*

Carlos Fernández, membre du Frente de Organizaciones en Lucha (FOL): "[...des coopératives où] des camarades vivant dans les quartiers les plus modestes de la capital

finissent par gagner 800 pesos sans arriver à couvrir le minimum nécessaire pour pouvoir survivre. [...]

1 – 7 Niveau de pauvreté

a) *Survivre et pauvreté* Six Argentins sur dix déclarent “avoir du mal à arriver au bout du mois” (Clarín, 12.09.10) selon une enquête faite par la Universidad Católica Argentina (UCA) et l’agence TNS Gallup.[...] les personnes ayant un pouvoir d’achat réduit (72 %), celles qui n’ont fait que des études primaires (71 %), les personnes de plus de 65 ans (65 %) et les habitants de l’intérieur du pays et la grande banlieue de Buenos Aires (64 %) sont celles qui ont le plus de problèmes pour “arriver au bout du mois”. Il s’agit d’après Victoria Giarrizzo, directrice du Centro de Economía Regional y Experimental (CERX), de ce qu’on appelle la “pauvreté subjective”: la sensation qu’on “ne gagne assez pour subsister” [...]. En moyenne, “la brèche entre les revenus reçus et le “nécessaire” est de 34 %.

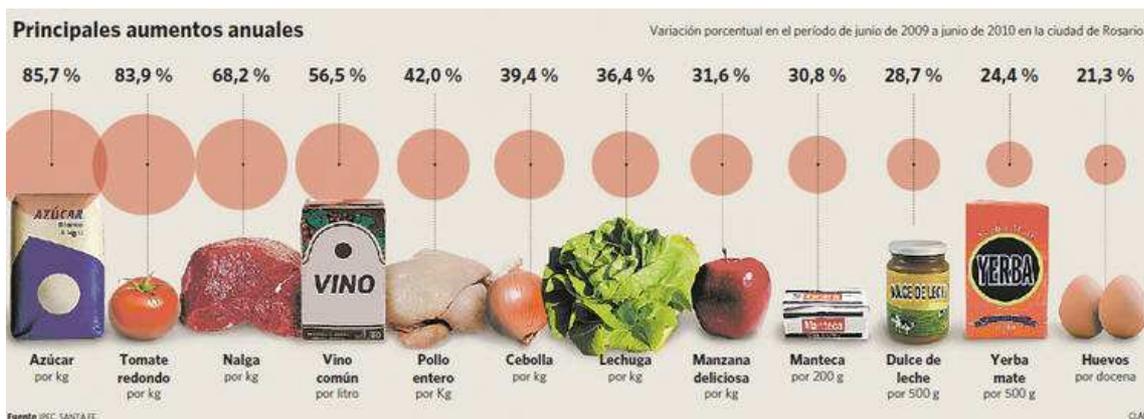
b) *Assignment pour enfant*: le gouvernement cesse de payer pour plus de 300.000 d’entre eux et se rétracte le lendemain (mais la menace demeure) (Clarín, 09.09.10) la raison était que les enfants allaient à des écoles privées, même gratuites ou sous contrat.



La réponse a été violente (voir la photo avec sa légende Des femmes de Rosario dans la province de Sante Fe ont coupé des axes de circulation comme protestation pour la suspension du paiement de l’assignation par enfant) et des critiques ont fusé

même dans des provinces avec des gouverneurs pro K (Salta, Jujuy). D’où un report de la mesure à la fin de l’année après études dossiers. [...]

c) *Denrées alimentaires: hausses jusqu’à 85 % annuel que l’INDEC ne diffuse pas* (Clarín, 30.08.10) Ce tableau, correspond à la ville de Rosario, qui a une structure de population et de commerce



semblable aux grandes zones de la Capital et de la grande banlieue de Buenos Aires.

De plus, ce relevé a été

élaboré par l’Instituto Provincial de Estadísticas (IPEC) de la province de Santa Fe. [...] L’IPEC applique encore la même méthodologie que l’Instituto Nacional jusqu’au moment de l’arrivée, début 2007, du Secrétaire de Commerce intérieur, Guillermo Moreno. [...] La différence entre les deux instituts n’est pas mince: elle représente une brèche de plus de 100 % en à peine un an. [...]

2) Sacré pays

2 -1 « Je parle d'avortement et on me traite de criminelle » Carmen Argibay, juge fédérale de quelques 71 printemps (argenpress, 24.08.10)

[...] Je parle d'avortement et on me traite de criminelle, mais j'insiste, ces qualificatifs à mon âge ne me font ni chaud ni froid. Parler d'avortement c'est défendre un droit [...] Il faut insister et insister, car ce que nous disons pour réclamer les droits des femmes n'est jamais suffisant.

Dans notre pays, qui est un État laïc, on ne peut imposer des idées religieuses à toutes les femmes. Et c'est que font les secteurs minoritaires mais avec suffisamment de pouvoir de lobby pour imposer qu'une femme ne puisse pas utiliser d'anticonceptionnel d'urgence ou faire un avortement. Lorsque quelque chose est permis cela ne signifie pas qu'on doit le faire. Le mariage civil existe mais je me marie si je veux, l'État ne m'y oblige pas. Le fait qu'on légalise l'avortement ne veut pas dire que nous, toutes les femmes, nous devons avorter, celle qui le veut le fait selon sa liberté et ses convictions religieuses". [...]

Pourquoi est-il important qu'en Argentine nous puissions recourir à des méthodes anticonceptionnelles sûres aujourd'hui interdites? Parce qu'en Amérique latine, d'après les statistiques, près de 40 % des grossesses ne sont pas souhaités et 25 % de la mortalité des femmes est la conséquence d'avortements clandestins. [...]

2 – 2 Corruption *a) Ils figurent [comme responsables] dans dix compagnies, mais ce sont des « protégés voitures » et des cartoneros (Clarín, 22.08.10) Ils habitent dans une modeste maison à quelques 100 mètres de celle du comptable qu'ils accusent d'être à la source de la tromperie. [...] La famille Arredondo [...] apparaissait sur l'acte de création d'une entreprise fictive, un feed lot [zone d'engraissement] inventé non pas pour engraisser des vaches mais pour dévier des millions de subsides de l'ONCCA [...] "Campo Seco", "Frutos y Campo", "Negocios TTT", "Campo y Negocios", "Gan X Primera", "Agrogan RTG", "Cosechas Buenas", "Cereales y Business", "Good Work" y "Gold Jaucke". Pour toutes ces firmes bidon il y a au moins un membre de la famille Arredondo. Si c'étaient des entreprises réelles, avec des champs et des vaches, les Arredondo auraient de l'argent, beaucoup d'argent. Non mais ils sont riches sur un autre plan.*

b) Affaires avec le Venezuela: Uberti touchait des frais de déplacement atteignant 50.000 pesos (Clarín, 30.08.10) En dépit de son rang de sous-secrétaire, il touchait davantage que ses supérieurs. Le 28 février 2006, le ministre de Planification, Julio De Vido, signa la résolution 427 donnant des frais de déplacement à Claudio Uberti pour un voyage de trois jours entre le Venezuela et Panama [...] 118 dollars par jour pour 36 heures à Caracas et 173 par jour pour Panama. Sans autres arguments, il autorisa 50.000 pesos additionnels [environ 13.333 dollars US] en libre disponibilité pour celui qui était titulaire de l'Organisme national de concessions des routes (OCCOVI). [...] Uberti] perdit son poste après avoir amené en avion officiel le Vénézuélien Alejandro Antonini avec 800.000 dollars [apparemment pour financer la champagne de la présidente en exercice.

2 - 3 *Petit scoop sur l'identification par ADN des enfants adoptés par la propriétaire du quotidien Clarín, soutien des Kirchner et maintenant ennemi public n°1 (la présidente est bipolaire et l'épouse d'un mari retors, d'où des mesures plus pathologiques que logiques).*

Les mois de juin-juillet ont été secoués par les affirmations de la présidente des Grand-mères de place de Mai, candidate au prix Nobel de la Paix, sur la quasi certitude que les enfants adoptés étaient des bébés enlevés par des génocidaires à des militantes disparues en camps de détention clandestins. Ce qui va comme un gant à la politique anti Clarín actuelle des K. Une analyse fut faite et aurait échoué par incompetence (Voir N° 50, pp. 10-11).

Un bruit presque sûr à 100 % circule dans les coulisses: les analyses ont fort bien réussi et démontrent que les enfants adoptés ne sont pas des bébés enlevés par des génocidaires. Du coup, plutôt que de reconnaître la vérité, c'est la politique du vide et du silence menaçant.

3) Mémoire historique

3 – 1 *L'Argentine, elle, va juger le génocide franquiste* titre kaosenlared le 05.09.10. C'est bien et cocasse tout à la fois. Les juges argentins risquent de faire comme leurs collègues espagnols défendre les victimes hors du pays et se voiler la face dans le pays. En effet pourquoi ne pas reprendre à fond les assassinats des 19 et 20 décembre 2001 (quelques 50 morts sur ordre du président De la Rúa), des piqueteros Darío et Maxi (sur ordre de ministres du président Duhalde)? Et que dire du couple présidentiel K? Abandon sanitaire et augmentation de la mortalité féminine, des décès d'enfants jusqu'à cent par jour, sans compter les adultes; abandon des infrastructures et effets catastrophiques « attribués » aux intempéries (Tartagal 2006, inondations à répétitions dans les grandes villes à chaque série de pluies intensives. Ne parlons pas des cas de gâchette facile et de disparitions dues à la police, à commencer par Julio López, des brouilles pour les défenseurs des droits humains appuyant les K. Parlons d'un achat cash d'un hôtel pour deux millions de dollars de l'ex président K (d'où vient l'argent ? comme disaient les communistes à la droite, et la droite aux communistes, en France dans les années 1950-1960, mais la question est bonne), de financement illicite de la campagne électorale de la présidente en exercice, de malversations en tout genre et quotidiennes dans tous les domaines de l'État.

3 – 2 *Sara Rus d'Auschwitz à Mère de place de Mai* (Página 12, 22.08.10) *Son enfance dans le ghetto de Lodz. Auschwitz et le travail dans une usine d'avions. Son entrée clandestine dans une Argentine qui ne recevait pas de Juifs et une lettre à Eva Perón. La disparition de son fils et la quête de justice. Une femme qui a reçu en 2008 le prix Azucena Villaflor [Mère de la place de Mai liquidée par les militaires] du gouvernement national et déclarée citoyenne illustre de la ville de Buenos Aires il y a un mois.* (Par Victoria Ginzberg)

[...] *Elle a 83 ans. Mais elle parle et c'est une enfant de douze ans écartée de la queue à la laiterie du ghetto de Lodz, où elle est allée avec une petite carafe pour avoir de la nourriture pour son frère parce que sa mère est malade et ne peut allaiter. C'est une petite qui voit mourir le bébé et ne peut contenir les larmes. Ensuite c'est la jeune fille qui sauve sa mère des chambres à gaz d'Auschwitz [après avoir interpellé un gradé SS en allemand, qui de stupeur accepta], celle qui travaillait comme une esclave dans une usine d'aviation et est tombée amoureuse malgré tout. La femme arrivée illégalement en Argentine après avoir passé la frontière depuis le Paraguay, celle qui a recommencé et a été heureuse et qui a perdu son fils aîné, quand un groupe de nervis de la dernière dictature le séquestra à la Comisión Nacional de Energía Atómica. Aujourd'hui c'est la grand-mère qui émeut des étudiants lors de ses interventions et qui va au gymnase et dans le rikudim. Celle qui croit que la vie vaut la peine car après tout ce qu'elle a vécu elle a une table pour recevoir des visiteurs et partager le pain avec une famille qui l'entoure d'amour. Je fais ce que j'ai fait toute ma vie, je lutte pour ne pas oublier. Pour que les nazis d'Allemagne et ceux qui étaient ici n'est jamais plus la forcé qu'ils ont eue. [...] Je dis que la vie est belle car si tout cela est arrivé et si j'ai un chez moi pour recevoir, si je peux servir et être entourée d'amour... que peut-on demander de plus ? La vie est belle, si on ne veut pas vivre il est facile de se laisser mourir. Et d'ajouter: J'ai mes souvenirs au fond de moi-même. Je peux encore penser, je peux raconter, et tant que je pourrai parler, je vais continuer à le faire.*